

Perspectives

N°20/222 – 16 septembre 2020

Quelles évolutions sur les marchés du travail des pays d'Amérique latine ?

L'État d'urgence et le choc économique ont eu pour conséquence une hausse sans précédents des taux de chômage en Amérique latine. Les pertes nettes d'emplois et des heures travaillées, la détérioration des conditions de travail et la baisse des revenus des travailleurs et des ménages reflètent l'impact dévastateur sur les marchés du travail des pays latino-américains.

Les estimations au deuxième trimestre 2020 de l'OIT¹ révèlent que l'Amérique latine et les Caraïbes seraient les régions présentant la plus importante contraction des heures travaillées à l'échelle globale. La chute des heures travaillées enregistrée se situerait à 20% (équivalent à une suppression de 55 millions d'emplois sous l'hypothèse de 40 heures de travail par semaine et de 47 millions sous l'hypothèse de 48 heures), bien au-dessus de la moyenne mondiale de 14%. Ainsi, comme l'exprime Vinicios Pinheiro, Directeur de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, il s'agit « d'un record historique, le taux de chômage le plus élevé jamais enregistré ». Celui-ci serait passé de 8% à 13% entre 2019 et 2020 au niveau régional². Ainsi, les pays les plus touchés seraient le Chili, le Brésil, le Mexique et la Colombie. (cf. graphique)

Par ailleurs, ce choc inédit sur le marché du travail est aggravé par les très forts taux d'informalité. En l'occurrence, 69% des travailleurs sont informels au Pérou, 62% en Colombie, 52% au Mexique, 48% en Argentine, 45% au Brésil et 29% au Chili (OIT, 2020)³. Or, l'informalité est un obstacle à l'exécution des plans de soutien à l'économie et aux ménages puisqu'elle prive l'accès à la Sécurité sociale à des millions de travailleurs et limite la capacité de recouvrement des impôts des gouvernements (IADB, 2020)⁴. Comme l'annonce la IADB, avec près de 56% des travailleurs se trouvant dans le secteur informel, ce taux pourrait augmenter à 62% en raison du choc provoqué par la pandémie⁵.

De plus, ces destructions d'emplois prévues pour l'année 2020 pourraient s'accompagner de pertes massives de revenus pour les travailleurs. Au Pérou, par exemple, cette perte a été de 8,1% pour les mois de mars et avril 2020, par rapport à l'année 2019 (INEI - EPE, 2020). Par ailleurs, au Mexique, la part des travailleurs recevant au plus le salaire minimum est passé de 22% à 26% entre mars et avril 2020 (INEGI, 2020). Ainsi, ces revers en termes d'emplois et de revenus du travail se font ressentir de manière plus brutale au sein du secteur informel : début mars, l'OIT estimait déjà une perte de revenus de l'ordre de 80% pour les travailleurs informels en Amérique latine (contre 60% au niveau mondial). Cela aura pour conséquence une augmentation des taux de pauvreté de 7,1 points de % à l'échelle du sous-continent (CEPAL⁶), cf. graphique. ■

¹OIT – "Observatorio de la OIT: La COVID-19 y el mundo del trabajo. Quinta edición Estimaciones actualizadas y análisis" (30 juin 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_749470.pdf

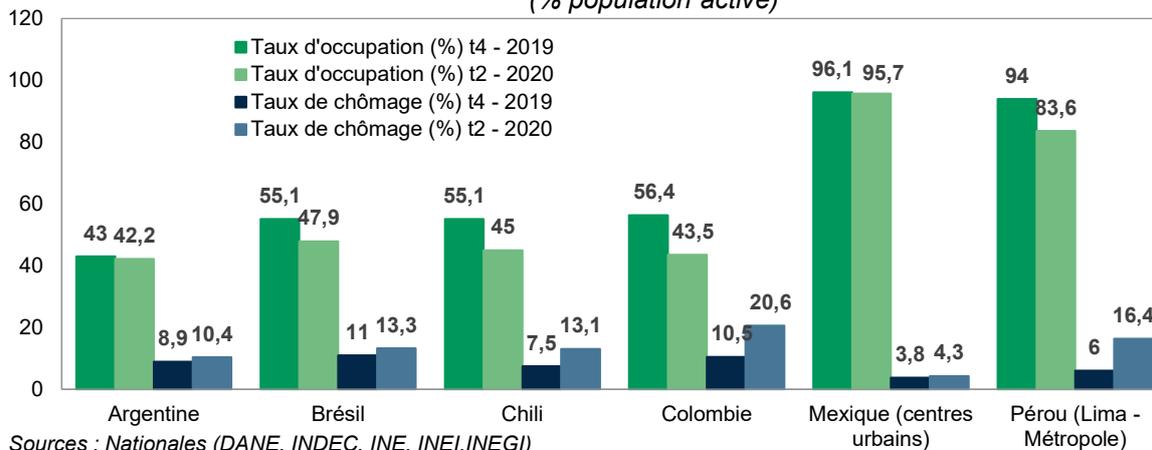
²OIT - "Panorama Laboral en tiempos de la COVID-19 Impactos en el mercado de trabajo y los ingresos en América Latina y el Caribe" – Nota Técnica (juin 2020) https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_749659.pdf

³ Base de données de l'OIT <https://ilostat.ilo.org/topics/informality/>

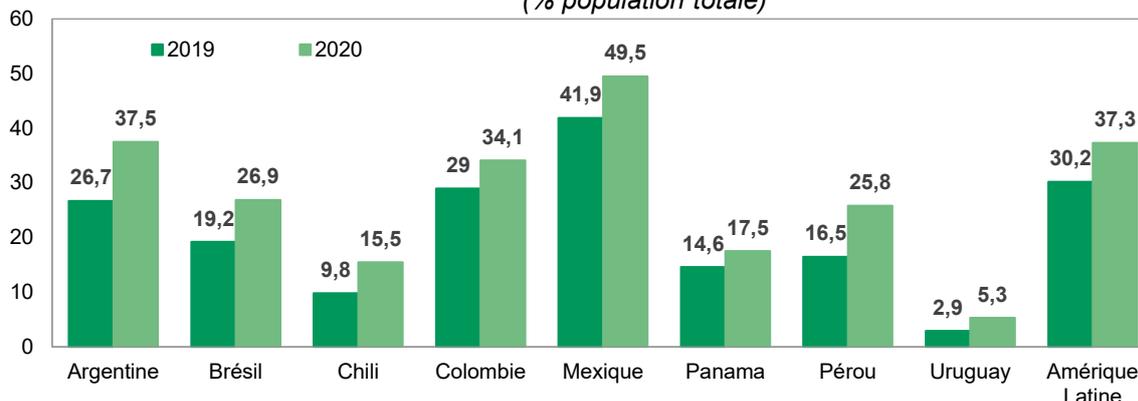
⁴ Inter-American Development Bank – "Informalidad laboral y coronavirus: una combinación desafiante" (juin 2020) <https://blogs.iadb.org/trabajo/es/informalidad-laboral-y-coronavirus-una-combinacion-desafiante/>

⁶ Nations Unies, CEPAL – "Enfrentar los Efectos cada vez Mayores Del COVID-19 para una Reactivación con Igualdad: Nuevas Proyecciones" - Informe Especial Covid-19 N°5 (15 juillet 2020)

Un choc majeur que reflètent imparfaitement les indicateurs classiques (% population active)



Prévisions sur l'évolution de la pauvreté en Amérique latine (% population totale)



☑ Notre opinion – Le choc de la pandémie de Covid-19 a clairement mis en lumière et aggravé les problèmes liés à l'informalité en Amérique latine. Tout comme le signale V. Pinheiro, l'impact de la crise sanitaire et économique sur la société est inédit ; le creusement des inégalités se fait déjà ressentir, malgré le déploiement de politiques de soutien (parfois audacieuses) aux entreprises, aux travailleurs et aux revenus des ménages. Au Mexique, par exemple, ces politiques ont pris la forme d'octrois de crédit et d'exonérations fiscales et sociales pour les PME et se sont accompagnées de mesures visant à accroître le nombre de bénéficiaires des allocations chômage. Au Chili, s'ajoutent la mise en place de programmes sociaux attribuant des transferts aux travailleurs informels et la possibilité de retrait d'une part des sommes investies dans les fonds de pension privés. Cette dernière réforme législative est actuellement examinée en Colombie qui a aussi, tout comme l'Argentine, augmenté les dépenses allouées aux programmes sociaux et ses efforts pour soutenir les PME (OIT, 2020).

Cependant, la forte dégradation de la situation fiscale de l'ensemble des pays de la région et les fragilités liées au système de protection sociale nourrissent des interrogations sur l'efficacité et la soutenabilité sur le long terme de ces plans de soutien. Si, une fois la pandémie dissipée, les pays latino-américains ne prennent pas conscience de l'urgence à entreprendre des réformes fiscales (élargissement de leur base fiscale) et à étendre la couverture sociale, les perspectives de croissance économique risquent de singulièrement s'effriter et les vagues de contestations sociales de s'amplifier.

Article publié le 11 septembre 2020 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet

Date	Titre	Thème
11/09/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
10/09/2020	<u>Zone euro – Conjoncture : flash – agrégats du PIB au T2 2020</u>	Zone euro
09/09/2020	<u>Alors que la reprise s'essouffle légèrement en France, la relance se dessine</u>	France
09/09/2020	<u>Italie : une rentrée politique mouvementée ?</u>	Italie, politique
09/09/2020	<u>Russie – Croissance et politique</u>	Russie
08/09/2020	<u>BCE : quand on reparle de déflation</u>	Zone euro
04/09/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
31/08/2020	<u>Allemagne – Conjoncture : PIB au T2-2020</u>	Allemagne
19/08/2020	<u>Zone euro – Conjoncture : flash PIB au T2 2020</u>	Zone euro
04/08/2020	<u>Italie – Scénario 2020-2021 : faire face à un choc majeur</u>	Italie
03/08/2020	<u>Italie – Conjoncture : flash PIB</u>	Italie
31/07/2020	<u>France – Conjoncture, Flash PIB : une contraction record du PIB au T2, mais une reprise assez nette entre mi-mai et fin juin</u>	France
27/07/2020	<u>Royaume-Uni – Scénario 2020-2021 : Covid-19 + Brexit = double peine</u>	Royaume-Uni
24/07/2020	<u>Espagne – Scénario 2020-2021 : un bilan économique très lourd</u>	Europe
22/07/2020	<u>L'exigence et le défi de la rénovation énergétique des bâtiments</u>	France, immobilier
20/07/2020	<u>Europe de l'Est – Quelques indices politiques sur le monde post-Covid</u>	PECO
20/07/2020	<u>Allemagne – Scénario 2020-2021 : une croissance sévèrement amputée par la crise sanitaire</u>	Allemagne
17/07/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/07/2020	<u>Zone euro – Scénario 2020-2021 : mobilisation pour une sortie de crise homogène et coordonnée</u>	Zone euro
16/07/2020	<u>Génération Covid, génération sacrifiée ?</u>	Géopolitique

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Études ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.